

COLLECTION

PROBLÈMES SOCIAUX  
ET INTERVENTIONS SOCIALES

# Les travailleurs pauvres

Précarisation du marché du travail,  
érosion des protections sociales  
et initiatives citoyennes

Sous la direction de  
Pierre-Joseph Ulysse  
Frédéric Lesemann  
Fernando J. Pires de Sousa

Membre de  
L'ASSOCIATION  
NATIONALE  
DES ÉDITEURS  
DE LIVRES

Presses de l'Université du Québec

Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450, Québec (Québec) G1V 2M2

Téléphone: 418 657-4399

Télécopieur: 418 657-2096

Courriel: puq@puq.ca

Internet: www.puq.ca

*Diffusion/Distribution:*

CANADA Prologue inc., 1650, boulevard Lionel-Bertrand, Boisbriand (Québec) J7H 1N7  
Tél.: 450 434-0306 / 1 800 363-2864

FRANCE AFPU-D – Association française des Presses d'université  
Sodis, 128, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77403 Lagny, France – Tél.: 01 60 07 82 99

BELGIQUE Patrimoine SPRL, avenue Milcamps 119, 1030 Bruxelles, Belgique – Tél.: 02 7366 847

SUISSE Servidis SA, Chemin des Chalets 7, 1279 Chavannes-de-Bogis, Suisse – Tél.: 022 960.95.32



La Loi sur le droit d'auteur interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

# Les travailleurs pauvres

Précarisation du marché du travail,  
érosion des protections sociales  
et initiatives citoyennes

Sous la direction de

**Pierre-Joseph Ulysse**

**Frédéric Lesemann**

**Fernando J. Pires de Sousa**



Presses de l'Université du Québec

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales  
du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Vedette principale au titre:

Les travailleurs pauvres: précarisation du marché du travail, érosion des  
protections sociales et initiatives citoyennes

(Collection Problèmes sociaux et interventions sociales; 64)

Textes présentés lors d'un colloque tenu à Fortaleza, Brésil,  
du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2012.

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 978-2-7605-3937-2

1. Marché du travail – Québec (Province) – Congrès. 2. Marché du travail –  
Brésil – Congrès. 3. Travail précaire – Québec (Province) – Congrès.  
4. Travail précaire – Brésil – Congrès. 5. Travailleurs pauvres – Québec  
(Province) – Congrès. 6. Travailleurs pauvres – Brésil – Congrès.  
I. Ulysse, Pierre Joseph, 1956- II. Lesemann, Frédéric, 1942-  
III. Sousa, Fernando, José Pires de. IV. Collection: Collection Problèmes  
sociaux & interventions sociales; 64.

HD5701.3.T722 2013 331.12 C2013-941976-4

Les Presses de l'Université du Québec  
reconnait l'aide financière du gouvernement du Canada  
par l'entremise du Fonds du livre du Canada  
et du Conseil des Arts du Canada pour leurs activités d'édition.

Elles remercient également la Société de développement  
des entreprises culturelles (SODEC) pour son soutien financier.

*Conception graphique*  
Richard Hodgson

*Mise en pages*  
Interscript

Dépôt légal: 1<sup>er</sup> trimestre 2014  
› Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
› Bibliothèque et Archives Canada

© 2014 – Presses de l'Université du Québec  
Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

Imprimé au Canada

# TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX ..... XIII

## INTRODUCTION

Travailleurs pauvres, précarisation du marché du travail,  
érosion des protections sociales et initiatives citoyennes:  
un dialogue Québec-Brésil. .... 1  
*Pierre-Joseph Ulysse, Frédéric Lesemann  
et Fernando J. Pires de Sousa*

## PARTIE 1

PAUVRETÉ ET GRANDES TENDANCES  
DU MARCHÉ DU TRAVAIL ..... 11

### CHAPITRE 1

LES DYNAMIQUES DE PRÉCARISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL,  
L'ÉROSION DES PROTECTIONS SOCIALES ET LES CONSÉQUENCES  
SUR LES TRAVAILLEURS PAUVRES  
L'intérêt de la comparaison Québec-Brésil ..... 13  
*Pierre-Joseph Ulysse*

1. La précarisation: un processus pluriel et multiforme ..... 14  
2. La situation au Québec et au Canada ..... 15  
3. Au cœur des restructurations du marché du travail ..... 17

4. L'État, un acteur central dans le processus de précarisation . . . . .	18
4.1. Les politiques d'emploi . . . . .	18
4.2. La question de la protection sociale . . . . .	19
5. Explicitons l'implicite . . . . .	20
6. L'intérêt de la comparaison . . . . .	21
Références . . . . .	22

**CHAPITRE 2****PAUVRETÉ ET TRAVAILLEUR PAUVRE:  
UNE COMPARAISON SUD-NORD**

Considérations théorico-méthodologiques . . . . .	23
<i>Fernando J. Pires de Sousa</i>	
1. (In)compatibilité des notions de base . . . . .	24
2. Significations historiques de la pauvreté . . . . .	25
3. Travailleur pauvre: fondements théoriques et méthodologiques . . . . .	27
4. Faisabilité méthodologique pour une analyse comparative, dans le cas du Brésil . . . . .	33
5. Indicateurs d'inégalité et de pauvreté . . . . .	35
Conclusion . . . . .	40
Références . . . . .	42

**CHAPITRE 3****SOUS-DÉVELOPPEMENT ET MARCHÉ DU TRAVAIL AU BRÉSIL . . . . .**

<i>Liana Maria da Frota Carlejal</i>	
1. Sous-développement et marché du travail . . . . .	47
2. Division internationale du travail, transition vers le capitalisme et absence d'un marché du travail . . . . .	48
3. Le développement du Brésil au XX <sup>e</sup> siècle . . . . .	51
3.1. La période 1950-1980: un marché du travail en voie de structuration . . . . .	52
3.2. Les années 1990: une inversion de la tendance précédente . . . . .	58
4. La première décennie du XXI <sup>e</sup> siècle: un nouveau départ pour le développement? . . . . .	64
Conclusion . . . . .	73
Commentaire Réflexions sur les récents événements politiques au Brésil dans le cadre de la crise du capital . . . . .	78
Références . . . . .	85

**CHAPITRE 4****L'INFORMALITÉ ET LE TRAVAIL INFORMEL COMME ANALYSEURS  
DE LA TRANSFORMATION DE L'ACTIVITÉ DE PRODUCTION  
ET DU RÔLE DES ÉTATS**

<i>Frédéric Lesemann</i>	
Une comparaison Nord-Sud . . . . .	89
1. Développement économique et social et informalité: une comparaison Québec-Brésil . . . . .	92

2. L'informalité, un levier pour une analyse critique des sciences sociales et du rôle de l'État dans les rapports Nord-Sud . . . . .	97
3. L'informalité de la phase de financiarisation accrue de l'économie et de « commodification » des relations sociales (depuis 1990) . . . . .	100
Conclusion: une lecture politique et non seulement économique de l'informalité . . . . .	103
Références . . . . .	106

**CHAPITRE 5****LA TRANSFORMATION DU TRAVAIL AU QUÉBEC**

Flexibilité et précarité, deux faces d'une même réalité . . . . .	109
<i>Yanick Noiseux</i>	
1. Linéaments de la grande transformation du travail au Québec . . . . .	110
2. L'essor du travail atypique comme conséquence de la grande transformation . . . . .	115
3. Les jeunes et les femmes au cœur de la dynamique de centrifugation de l'emploi vers les marchés périphériques du travail . . . . .	119
4. Syndicalisme et organisation collective des travailleurs atypiques: un aperçu de la littérature . . . . .	123
5. Syndicalisme et travail atypique au Québec: un bref regard sur les pratiques . . . . .	127
Références . . . . .	133

**PARTIE 2****INITIATIVES CITOYENNES  
ET POLITIQUES PUBLIQUES . . . . .****CHAPITRE 6****LES FLUX DES TRAVAILLEURS MIGRANTS TEMPORAIRES  
ET LE RÔLE AMBIVALENT DE L'ÉTAT**

Conséquences sur la précarisation du travail et la syndicalisation . . . . .	141
<i>Sid Ahmed Soussi</i>	
1. Les programmes d'immigration temporaire canadiens et leur fonction . . . . .	142
1.1. Les sous-statuts des travailleurs étrangers temporaires . . . . .	144
1.2. Des dispositions nouvelles sur la grille salariale . . . . .	145
2. Les flux de travail temporaire: un état des lieux . . . . .	145
3. Les dimensions internationales du « modèle canadien » . . . . .	147
4. Les agences privées de recrutement et l'assujettissement à un employeur unique: un accès problématique aux droits sociaux . . . . .	148
5. Une politique de précarisation institutionnalisée des statuts d'immigration? . . . . .	150

6. Précarisation de l'emploi et délitement du rapport salarial . . . . .	150
7. Flux migratoires et division internationale du travail: l'ambivalence du rôle de l'État . . . . .	153
Références . . . . .	154

**CHAPITRE 7****L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE AU BRÉSIL ET AU QUÉBEC**

La place et le rôle des travailleurs informels, à bas salaires ou atypiques, et le positionnement des syndicats . . . . .	157
<i>Carole Yerochewski</i>	

1. Cadre de l'étude et précisions méthodologiques . . . . .	159
2. Les qualités théoriques du cas de l'économie solidaire . . . . .	161
2.1. Une réactualisation des mouvements d'émancipation des travailleurs du XIX <sup>e</sup> siècle, avec de nouveaux contenus . . . . .	161
2.2. Une autodéfinition commune . . . . .	162
2.3. . . . faisant ressortir l'existence d'un mouvement social en lien avec une autre mondialisation . . . . .	162
2.4. Un lieu d'implication des syndicats . . . . .	163
3. Les résultats . . . . .	164
3.1. Au Brésil, un nouveau mouvement social de travailleurs . . . . .	164
3.2. Au Québec, une coalition d'organisations et de divers mouvements, mais des organisations du travail qui restent hétéronomes . . . . .	166
3.3. Des syndicats soucieux des conditions de travail, non de l'organisation du travail . . . . .	168
4. Discussion . . . . .	171
Références . . . . .	175

**CHAPITRE 8****L'INSERTION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI  
DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DU MARCHÉ DU TRAVAIL**

L'expérience des Emplois de solidarité à Trois-Rivières (Québec) . . . . .	179
<i>Lise St-Germain</i>	

1. Éléments de contexte: un environnement local et une conjoncture politique nationale spécifiques . . . . .	180
2. La question de l'intégration en emploi comme stratégie de lutte contre la pauvreté . . . . .	183
3. Orientations et principes: les étapes du processus d'intégration, d'insertion et de maintien en emploi . . . . .	185
3.1. La phase préparatoire (deux mois) . . . . .	185
3.2. La phase de recherche d'emploi . . . . .	186
3.3. L'entrée en emploi et les étapes d'intégration . . . . .	186
3.4. La stratégie de maintien en emploi . . . . .	187
4. Les axes d'intervention . . . . .	188
4.1. Les procédures de sélection du marché du travail . . . . .	188
4.2. Le développement de l'employabilité en situation réelle d'emploi . . . . .	190
4.3. L'adaptation des postes de travail . . . . .	191

4.4. Les conditions de maintien en emploi: l'approche de médiation . . . . .	193
4.5. L'octroi à l'employeur d'une subvention salariale sur le long terme . . . . .	195
Conclusion: sortir de la pauvreté par la participation à l'emploi . . . . .	195
Références . . . . .	200

**CHAPITRE 9****UN NOUVEAU RÉGIME DE RETRAITE  
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Le Régime de retraite par financement salarial des groupes communautaires et de femmes . . . . .	203
<i>Berthe Lacharité</i>	

1. L'enquête sur les conditions de travail dans les groupes communautaires et les groupes de femmes . . . . .	204
2. Un secteur d'emploi hautement féminisé et scolarisé . . . . .	205
3. Le profil financier des groupes . . . . .	205
4. Les statuts d'emploi . . . . .	206
5. Les salaires . . . . .	206
6. Les avantages sociaux . . . . .	207
6.1. Les congés de maladie . . . . .	207
6.2. Les régimes d'assurance collective . . . . .	207
6.3. Les régimes de retraite . . . . .	210
7. Les relations de travail . . . . .	211
7.1. Présence d'un contrat ou d'une politique de travail . . . . .	211
7.2. Présence d'un lieu officiel de négociation . . . . .	212
7.3. Présence d'un syndicat . . . . .	212
8. Les conditions de travail en bref . . . . .	213
8.1. La mise sur pied du Régime de retraite par financement salarial des groupes communautaires et de femmes . . . . .	213
8.2. Pour échapper à la pauvreté au moment de la retraite . . . . .	214
8.3. Sur un mode interactif et coconstructif . . . . .	214
9. Un débat qui s'engage, un contexte qui évolue . . . . .	215
9.1. Des modifications législatives aidantes . . . . .	216
9.2. Le RRFS-GCF entre en phase de démarrage . . . . .	216
9.3. Des caractéristiques innovantes du RRFS-GCF . . . . .	217
9.4. Des prix qui soulignent ces caractéristiques . . . . .	218
10. Persister malgré la crise financière . . . . .	219
Références . . . . .	221

**CHAPITRE 10****ACTION COLLECTIVE ET TRANSFORMATIONS  
DE LA DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL**

Les groupes de femmes rurales dans le Rio Grande do Norte . . . . .	223
<i>Elsa Beaulieu Bastien</i>	

1. Brève présentation de la MMF et des groupes de femmes rurales du RN . . . . .	224
2. Cadre conceptuel: les dynamiques de changement générées par les mouvements sociaux . . . . .	225

## XII Les travailleurs pauvres

3. Rapports sociaux de sexe et division sexuelle du travail . . . . .	229
4. Spatialisation des rapports sociaux de sexe . . . . .	231
5. Division sexuelle du travail et pratiques d'organisation féministe dans la MMF du Rio Grande do Norte . . . . .	233
5.1. Les groupes de femmes rurales ayant fait partie de l'étude . . . . .	233
5.2. Rapport à l'espace et mise en tension des modalités de la subordination des femmes . . . . .	235
5.3. Transformations de la division sexuelle du travail dans les groupes de femmes rurales . . . . .	236
Conclusion . . . . .	245
Références . . . . .	246

### CHAPITRE 11

#### ASSISTANTIALISME ET ENTREPRENEURIAT POPULAIRE

Une nécessaire articulation pour éradiquer la pauvreté? . . . . .	249
<i>Deise Luiza da Silva Ferraz et Rafael Rodrigo Mueller</i>	
1. La méthode de collecte des données . . . . .	251
2. Réflexions théoriques: l'explication du paradoxe . . . . .	251
2.1. La classe ouvrière et l'armée de réserve . . . . .	251
2.2. La surexploitation des travailleurs brésiliens . . . . .	255
3. Les entreprises populaires de travail . . . . .	259
3.1. L'expérience du Rio Grande do Sul: de la charité à la lutte pour les fonds publics . . . . .	259
3.2. L'expérience du Paraná: la permanence des dons caritatifs devant l'absence de fonds publics . . . . .	262
Conclusion . . . . .	265
Références . . . . .	267

#### COMMENTAIRE

Interprétations relatives aux manifestations de rue de juin 2013 au Brésil . . . . .	269
<i>Fernando J. Pires de Sousa</i>	

NOTICES BIOGRAPHIQUES . . . . .	277
---------------------------------	-----

## LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure 3.1.	Indice de Gini (long terme) au Brésil – 1960-2011 . . . . .	68
Figure 3.2.	Évolution du travail informel au Brésil – 2001-2011 . . . . .	71
Figure 5.1.	Dynamique de la rupture du contrat social dans l'après-fordisme . . . . .	114
Figure 6.1.	Main-d'œuvre migrante temporaire présente au Canada au 1 <sup>er</sup> décembre par programme – 2000-2009 . . . . .	143
Figure 11.1.	De l'aide civile à l'aide étatique . . . . .	257
Tableau 2.1.	Définitions de <i>travailleur</i> dans le but d'identifier le «travailleur pauvre» . . . . .	32
Tableau 2.2.	Indicateurs d'inégalité et de pauvreté . . . . .	38
Tableau 3.1.	Certains indicateurs relatifs à l'emploi dans l'industrie manufacturière au Brésil – 1950-1980 . . . . .	55
Tableau 3.2.	Création d'emplois entre 2000 et 2010 au Brésil . . . . .	68
Tableau 3.3.	Création d'emplois formels entre 2000 et 2010 au Brésil . . . . .	68
Tableau 3.4.	Répartition de l'emploi formel par macrorégion au Brésil – 2000-2010 (en %) . . . . .	69
Tableau 3.5.	Répartition sectorielle et régionale du taux de croissance annuel moyen de l'emploi formel par macrorégion au Brésil – 2000-2010 (en %) . . . . .	70

#### XIV Les travailleurs pauvres

Tableau 9.1.	Répartition des femmes et des hommes dans les statuts d'emploi . . . . .	206
Tableau 9.2.	Salaire horaire du personnel selon le sexe . . . . .	207
Tableau 9.3.	Salariés et ressources contractuelles toutes organisations confondues: nombres moyens, salaires et taux horaires moyens . . . . .	208
Tableau 9.4.	Proportion des statuts d'emploi exclus de la couverture d'un régime d'assurance collective chez les organismes communautaires . . . . .	209
Tableau 9.5.	Répartition des organismes communautaires ayant un régime d'assurance collective selon les garanties du régime . . . . .	209
Tableau 9.6.	Types de régime de retraite offerts au personnel . . . . .	210
Tableau 9.7.	Clauses des contrats de travail des organismes communautaires . . . . .	211
Tableau 10.1.	Vue d'ensemble des sept groupes de femmes ayant participé à l'étude: année de fondation du groupe, démarrage des activités productives et nombre de femmes mobilisées . . . . .	234
Tableau 10.2.	Les degrés de liberté conquis par les femmes et la contribution du conjoint aux tâches domestiques . . . . .	238
Tableau 10.3.	Revenus monétaires et non monétaires par maisonnée, ventilés selon l'apport des conjoints principaux, et degré de liberté des femmes et de partage des tâches domestiques, groupe 1 . . . . .	239
Tableau 10.4.	Revenus monétaires et non monétaires par maisonnée, ventilés selon l'apport des conjoints principaux, et degré de liberté des femmes et de partage des tâches domestiques, groupe 5 . . . . .	240

## INTRODUCTION

### TRAVAILLEURS PAUVRES, PRÉCARISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉROSION DES PROTECTIONS SOCIALES ET INITIATIVES CITOYENNES UN DIALOGUE QUÉBEC-BRÉSIL

Pierre-Joseph Ulysse, Frédéric Lesemann  
et Fernando J. Pires de Sousa

La question de la pauvreté en emploi ne cesse de gagner en pertinence. L'emploi se transforme: de relativement stable qu'il était pour certaines catégories de personnes en Amérique du Nord, en Europe et dans plusieurs pays latino-américains, il devient de plus en plus précaire, flexible, temporaire, de sorte qu'il ne permet souvent plus de garantir un niveau de revenu suffisant pour ne pas être pauvre. Cette évolution récente tient autant de l'évolution des stratégies d'entreprises – activement inscrites dans une dynamique de globalisation des marchés, et donc dans des stratégies diversifiées pour maintenir leur compétitivité (sous-traitance, délocalisation, réduction des rémunérations...) – que de l'évolution même des conditions de travail (flexibilisation de la main-d'œuvre, contrats à durée déterminée, voire absence de contrat...), ou encore d'un droit du travail et de ses réglementations qui ne cessent de s'affaiblir. Ces mutations concernent aussi la détérioration des protections sociales liées au travail (restrictions de l'accessibilité à l'assurance-emploi, aux retraites, à l'aide sociale, à la formation professionnelle...) ou encore la modification des règles de l'immigration, qui favorisent une arrivée, ciblée en fonction de besoins particuliers des employeurs, de travailleurs étrangers temporaires directement mis en concurrence avec des travailleurs nationaux.

# 11

## ASSISTANTIALISME ET ENTREPRENEURIAT POPULAIRE UNE NÉCESSAIRE ARTICULATION POUR ÉRADICUER LA PAUVRETÉ<sup>1</sup> ?

Deise Luiza da Silva Ferraz et Rafael Rodrigo Mueller

L'idée que le travail se trouve au fondement de la dignité humaine fait partie de la culture populaire contemporaine. Cependant, il ne s'agit pas ici de traiter de l'idée que le travail humaniserait l'espèce humaine, comme le fait le débat à tendance ontologico-marxiste, mais bien de l'idée voulant que la *part* de la richesse sociale qui revient à chacun découle de l'effort et du mérite individuels. Le travail, en tant qu'indicateur du mérite et instrument de dignité, comme le mentionne Tragtenberg (2010), semble avoir un effet de levier dans l'accumulation du capital. L'un des facteurs déterminants de cette conception du travail prend sa source dans l'évolution des idées religieuses découlant de la Réforme protestante du XVI<sup>e</sup> siècle, comme l'a souligné Weber (2004) et comme l'explique Tragtenberg (2010, p. 34; traduction libre): « L'objectif de la recherche du salut individuel est la gloire de Dieu. Et les moyens pour y parvenir ne passent plus par la prière – comme au Moyen Âge –, mais plutôt par l'action, par la sanctification du monde grâce à l'effort et au travail. »

---

1. Cette analyse est le résultat d'un projet de recherche financé par l'entente Chaires pour le développement IPEA/CAPES, parrainée par Maurício Tragtenberg. Une version longue de cette même étude sera publiée dans la revue *Gestão e Sociedade*.

Cette transformation n'est pas le propre des calvinistes ou des luthériens, comme le démontrent les pratiques d'autres confessions religieuses occidentales, dont les paroissiens ne parviennent pas à garantir leur survie matérielle par la seule vente de leur force de travail. Voici ce qu'un raisonnement élémentaire amène souvent à conclure au sujet des personnes incapables d'atteindre l'indépendance financière: on les qualifie de « paresseuses » ou de « malchanceuses » et de personnes qui ont besoin d'aide pour s'en sortir. Il y a diverses façons d'apporter de l'aide; nous nous intéressons ici à des projets qui visent à promouvoir la citoyenneté.

Il s'agit de projets dans lesquels différents groupes proposent des cours de formation technique aux enfants, aux jeunes et aux autres habitants des quartiers pauvres, ou encore offrent diverses formes de soutien aux travailleurs qui reçoivent de l'aide pour qu'ils puissent mener à bien leurs activités. Ces projets visent à permettre aux personnes défavorisées d'être en mesure de survivre par elles-mêmes et de devenir aptes à travailler et à mériter leur quote-part de la richesse sociale. Deux projets, en particulier, ont travaillé dans cette perspective: l'un dans l'État du Rio Grande do Sul et l'autre dans l'État du Paraná, tous deux situés dans le Sud du Brésil. Ils ont consisté à mettre sur pied des « entreprises populaires » visant à favoriser l'indépendance financière des participants. Ce sont donc deux expériences particulières, comme nous le verrons plus loin, mais dont le résultat a été le même: le montant des gains acquis par l'effort de travail n'a pas permis aux personnes impliquées de sortir de leur condition de pauvreté. Il y a là un paradoxe entre la croyance que le travail permet d'accéder à l'autonomie financière et la réalité du travail effectué dans des entreprises dont les revenus qu'elles procurent sont insuffisants, ce qui oblige les travailleurs à compter sur les dons d'organismes caritatifs pour pouvoir répondre à leurs besoins vitaux.

Ce texte a pour objectif de tenter de résoudre ce paradoxe d'une coexistence entre revenu de travail et aide caritative en proposant une analyse fondée sur l'argument suivant: ce paradoxe découle du mouvement d'accumulation du capital et de sa manifestation dans la compétition pour l'obtention des fonds publics, en particulier dans des pays où le développement économique implique une surexploitation de la main-d'œuvre.

Ce chapitre débute par la description de la méthode de collecte des données. Les débats théoriques traitant de la pauvreté, en tant qu'élément constitué ou constituant d'un processus d'appréciation de la valeur, sont ensuite présentés en séquence. Dans la troisième partie, nous présentons les expériences de travail du Mouvement des travailleurs sans emploi (Movimento dos Trabalhadores Desempregados – MTD) et de l'Association des collecteurs de matières recyclables Nouveau Monde (AMN), de même que les analyses découlant des théories avancées et relatives aux données recueillies. Enfin, nous concluons.

## 1. LA MÉTHODE DE COLLECTE DES DONNÉES

Les expériences présentées proviennent de deux recherches différentes. L'une concerne le MTD, dans l'État du Rio Grande do Sul, entre 2007 et 2009; l'autre, l'AMN, dans l'État du Paraná, en 2011. La collecte des données concernant le MTD a été effectuée à l'aide de l'observation participante et d'entrevues semi-structurées menées auprès d'une dizaine de membres, actifs depuis les origines ou très engagés dans le mouvement. Les entrevues ont duré en moyenne trois heures. Les données relatives à l'AMN ont été recueillies entre juin et novembre 2011, à l'aide de la méthode « de recherche participante » (Brandão, 1981). Afin d'effectuer cette collecte, un projet de sensibilisation (Stage interdisciplinaire de vécu et de participation – SIVP) a été mis sur pied. Vingt-deux étudiants y ont participé, effectuant quelque vingt-cinq sorties de terrain. L'expérience a été réalisée dans cinq associations distinctes, trois d'entre elles étant situées dans la ville de Curitiba et deux dans des villes de la région métropolitaine.

Les recherches ont été menées conformément au critère de saturation (Pires, 2010). Il ne s'agit pas ici d'une étude comparative, mais bien d'une analyse de cas dans laquelle les éléments similaires et distincts permettent de comprendre le phénomène étudié: la nécessité, pour avoir de quoi vivre, de recourir à des aides caritatives, malgré tous les efforts de travail fournis. En ce sens, les deux cas qui composent notre *corpus empirique* constituent – en vertu du critère de saturation – notre univers d'analyse, ce qui permet l'élaboration de généralisations théorico-analytiques, ce qui en somme peut être qualifié de recherche à structure ouverte (Pires, 2010).

La généralisation théorico-analytique nécessite un *corpus théorique* que nous présentons ci-après.

## 2. RÉFLEXIONS THÉORIQUES: L'EXPLICATION DU PARADOXE

### 2.1. La classe ouvrière et l'armée de réserve

Marx (1996) fait remarquer, lorsqu'il parle de la loi générale d'accumulation du capital, que la classe ouvrière est constituée d'une armée active (AA) et d'une armée de réserve (AR), ou *surpopulation relative*. Le mouvement d'accumulation correspond au mouvement de centralisation du capital, et celui-ci trouve son levier dans la concurrence et le crédit. Le crédit consenti, souvent par l'État lui-même, représente une richesse sociale agissant en tant qu'« antivaleur », comme nous le verrons plus loin. Nous pouvons brièvement souligner que 1) le système de crédit, à son origine, contribuait à l'accumulation, représentant une « arme nouvelle et redoutable dans la lutte concurrentielle et devenant finalement un immense mécanisme social destiné à centraliser le capital » (Marx, 1996, p. 258;

traduction libre<sup>2</sup>); et 2) la centralisation du capital est générée par la concurrence entre les capitalistes et est mesurée par la réduction du prix des marchandises qui, de son côté, dépend de la productivité de la main-d'œuvre. Ainsi, selon Marx (1996, p. 259),

la centralisation étend et accélère les effets de l'accumulation, amplifie et accélère simultanément les changements dans la composition technique du capital, changements qui augmentent sa partie constante aux dépens de sa partie variable et occasionnent une diminution dans la demande relative du travail.

L'AR de Marx est un concept qui décrit l'existence d'une population constituée par la classe ouvrière, possédant une fonction déterminée dans le mouvement de valorisation, mais qui n'intègre pas, de manière stable et « directe », le travail vivant dans le processus de production.

La condamnation d'une partie de la classe salariée à l'oisiveté forcée non seulement impose à l'autre un excès de travail qui enrichit des capitalistes individuels, mais du même coup, et au bénéfice de la classe capitaliste, maintient l'armée industrielle de réserve en équilibre avec le progrès de l'accumulation (Marx, 1996, p. 256-257).

À partir des considérations de Marx, Ferraz souligne la fonction actuelle de l'AR dans le processus de production, d'accumulation et de centralisation du capital :

La surpopulation relative est, de manière concomitante, une *production nécessaire* pour le mouvement d'accumulation, un *mécanisme qui s'appuie* sur l'appréciation du capital et la condition même de l'existence du mode de production capitaliste. Cette production est nécessaire parce que le capital est indispensable à l'existence d'une force de travail abondante, une marchandise toujours disponible qui permet, grâce à la concurrence, l'intensification de l'augmentation nette de la plus-value absolue et relative – mécanisme de levier; sans l'existence de ce volume de travailleurs disponibles, l'armée active aurait la possibilité réelle d'éliminer l'expropriation de la force de travail entravant la réalisation du profit, faisant en sorte que l'AR peut ici être définie comme une *condition d'existence* du mode de production capitaliste (Ferraz, 2010, p. 77-78; traduction libre; nous soulignons).

Après avoir vérifié les changements que l'accumulation du capital implique dans la population de travailleurs, Marx (1996) a constaté que l'AR se manifeste de différentes façons: comme une *surpopulation relative fluide* ou *liquide*, comme une *surpopulation relative latente* et comme une *surpopulation relative stagnante*.

La *surpopulation fluide* est formée de travailleurs des industries modernes qui sont soit attirés par les unités de production, soit rejetés par elles en raison des cycles économiques d'accumulation du capital, ce

qui survient d'ailleurs à notre époque dans le monde entier. Si les années 1990, par exemple, peuvent être qualifiées de décennie du chômage au Brésil, ce qui a obligé les syndicalistes à se demander *Que faire?*, on ne peut pas en dire autant des dernières années, au cours desquelles le pays a connu un cycle de croissance économique. En outre, dans les pays dont les conditions sont favorables à la récession, comme les États-Unis et les pays de l'Europe occidentale, on a assisté à une hausse désolante des taux de chômage au cours des dernières années. À titre d'exemple, en Espagne, le taux de chômage a atteint 20% de la population économiquement active<sup>3</sup> en 2010. C'est la fluidité de l'AR à l'œuvre, conformément à l'expansion du capital dans le mouvement d'accumulation.

La *surpopulation relative latente* se heurte à de mauvaises conditions de travail à la campagne et, par conséquent, est sur le point de se joindre au prolétariat urbain (Marx, 1996, p. 272). La *surpopulation relative stagnante*, pour sa part, « fait partie de l'AA de travailleurs, mais est occupée de façon totalement irrégulière », sur le principe: « temps de travail maximal, rémunération minimale » (Marx, 1996, p. 272). Marx souligne que ce groupe augmente progressivement, soit à cause de changements qualitatifs dans le capital organique qui poussent les individus à l'AR – industrielle, agricole, etc. –, soit à cause de la croissance absolue de la population. Ainsi, la surpopulation stagnante fait en même temps partie de l'armée active et de l'armée de réserve.

Marx a également établi que l'AR est composée d'un groupe dont les individus sont incapables de travailler. Ces individus ne seraient plus utilisés comme main-d'œuvre en raison des qualités exigées par le modèle technologique hégémonique standard de production de la plus-value, c'est-à-dire qu'ils ne constitueraient pas une ressource répondant qualitativement aux exigences du capital. L'invalidité est l'un des facteurs expliquant la permanence de certaines personnes plus que d'autres dans la surpopulation stagnante. Comme on peut le constater, l'existence de l'AR est une condition préalable au mouvement d'accumulation du capital, et le critère de sélection des travailleurs qui demeurent dans ce groupe est la qualité de ce qu'ils ont à offrir sur le marché du travail, en concurrence avec les autres travailleurs. Les travailleurs de l'AMN illustrent bien l'exemple d'une main-d'œuvre qui ne possède pas les qualités nécessaires à une mobilité ascendante entre les strates qui composent l'AR. À titre d'exemple, la plupart des collecteurs de l'Association n'ont pas plus de quatre ans de scolarité.

2. Toutes les citations en français de Marx sont une traduction libre de notre part.

3. CIA, *The World Factbook*, <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sp.html>>, consulté le 1<sup>er</sup> juin 2012.

Une partie de cette strate de population, selon Oliveira (1998) et Marini (2000) – ce débat sera développé dans la section suivante –, se concentre dans l'AR urbaine et fait face à l'impossibilité de s'intégrer à l'AA, ce qui la transforme en surpopulation stagnante. Ainsi, les travailleurs du secteur du recyclage dans la région métropolitaine de Curitiba ne font pas partie de l'AA des travailleurs, parce qu'ils ne vendent pas leur force de travail à un capitaliste; mais 23% d'entre eux travaillent plus de 8 heures par jour et 34%, plus de 5 jours par semaine, ce qui prouve bien qu'ils constituent une main-d'œuvre active.

Pour Marx, si la production de l'AR est le résultat du mouvement d'accumulation du capital, la paupérisation de la classe ouvrière en est la conséquence:

Accumulation du capital et accumulation de la misère vont de pair, de telle sorte qu'accumulation de la richesse à un pôle égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage au pôle opposé, celui de la classe qui produit le capital même (Marx, 1996, p. 275).

L'appauvrissement de l'AR affecte davantage la surpopulation stagnante et aboutit à la formation d'une *surpopulation consolidée*.

Pour Ferraz (2010), les commentaires de Marx démontrent que la production de l'AR et la production de son appauvrissement sont des manifestations d'un même processus, soit le mouvement d'accumulation du capital:

L'AR n'est pas inutile au mouvement de (re)production du capital [...] cette population devient une *surpopulation superflue* en fonction du travail vivant accompli par un nombre croissant de personnes de moins en moins nécessaires à la mise en œuvre des moyens de production [...]; l'AR apparaît comme une *surpopulation subsidiaire* lorsque le travail vivant [...] permet l'abaissement des coûts de la « force de travail » [...]; l'AR se manifeste comme une population *subventionnée* lorsqu'elle devient, par exemple, cliente des programmes sociaux financés par les entreprises au nom de la responsabilité sociale, bref, lorsque le créateur a besoin de garder en vie sa créature. Mais, qu'elle soit qualifiée de population superflue, subsidiaire ou subventionnée, cette population demeure fondamentalement le *produit* du mode de production capitaliste, le *levier de l'accumulation* du capital et la *condition nécessaire* à la perpétuation d'un mode antagonique de contrôle du sociométabolisme de l'humanité, à savoir une population que Marx a appelée l'armée (industrielle) de réserve (Ferraz, 2010; traduction libre; nous soulignons).

Il est important de rappeler qu'en ce qui a trait à la surpopulation subventionnée, cette strate de population illustre comment le mode de production actuel externalise ce qu'il produit, reportant sur l'AA le coût des moyens de subsistance des travailleurs de réserve par l'intermédiaire notamment des mesures d'aide indispensables qui leur sont apportées,

non plus à titre de travailleurs mais à titre de citoyens. Il s'agit ainsi d'un échange de termes et de conditions qui masque la relation entre l'AA et l'AR dans le cadre d'un processus d'appauvrissement.

Cela dit, nous devons mettre en évidence le rôle de ce processus d'appauvrissement en tant que levier pour l'accumulation du capital dans les pays à développement tardif, comme le Brésil. C'est pourquoi nous nous tournons vers Ruy Mauro Marini et Francisco de Oliveira.

## 2.2. La surexploitation des travailleurs brésiliens

Marini et Oliveira ont proposé deux explications complémentaires concernant le mode de développement capitaliste au Brésil. Marini (2000) montre que le développement dépend du mouvement mondial d'accumulation du capital lui-même et en est le résultat. Sur cette base, il se manifeste sous différentes formes qui s'élargissent aux sphères de production et de circulation des marchandises. Dans une analyse très précise de la réalité brésilienne, l'auteur souligne que la position des pays en développement par rapport aux pays capitalistes avancés permet que 1) les techniques qui favorisent l'augmentation de la productivité au travail soient déployées dans les pays en développement en dépit de la réalisation ou non de la baisse du taux de profit, entraînant une augmentation de l'appropriation de la plus-value relative, et 2) le développement des forces productives dans les pays développés rende certains biens indispensables à la reproduction de la force de travail, s'ajoutant ainsi à la valeur de celle-ci, alors que dans les pays en développement les mêmes biens circulent dans la sphère de la consommation de luxe et ne rejoignent pas la classe ouvrière pauvre, ce qui entraîne une fixation de la valeur de la main-d'œuvre au-dessous de sa valeur réelle. Ainsi, bien qu'à un moment de l'histoire un tel besoin se soit développé, ces marchandises ne sont pas intégrées à la valeur de la main-d'œuvre, mais font en sorte que sa rémunération soit inférieure à la valeur réelle des biens, augmentant ainsi la production de la plus-value absolue. C'est pour cette raison que Marini soutient que le développement du mode de sociabilité capitaliste, au Brésil, se réalise à travers ce qu'il appelle l'exploitation des travailleurs.

En résumé, l'auteur avance que le degré d'exploitation du travail ne doit pas être considéré uniquement en fonction de conditions régionales, mais selon des paramètres mondiaux, car c'est ainsi que l'accumulation du capital se produit. En conséquence, la surexploitation est, d'après Marini (2000, p. 160), le résultat de la relation entre l'augmentation de la productivité du travail et la rémunération de la main-d'œuvre au-dessous de sa « valeur réelle ».

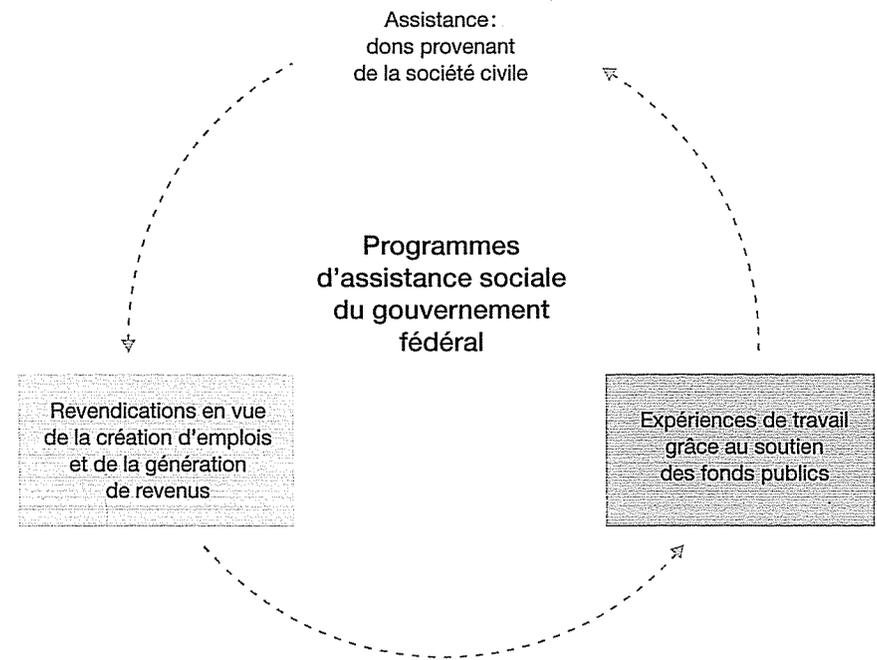
Du point de vue du capital privé, il est possible de comprendre le mécanisme d'exploitation des travailleurs, mais il reste maintenant à observer la relation existant entre la sphère publique et la surexploitation. Pour cela, nous faisons appel à Oliveira (1998), qui explique qu'un élément structurel, les fonds publics, qui ne se comportent pas comme le capital, est absent du mouvement d'accumulation du capital à partir des années 1930. Ces fonds publics fonctionnent comme producteurs d'«antivaleurs» et d'«antimarchandises». Pour l'auteur, un fonds public est une valeur pécuniaire qui, intégrée dans le processus de valorisation des capitaux privés, ne s'accroît pas, mais s'appuie sur sa valeur propre. L'accès au financement public permet ainsi au capital privé d'atteindre certains taux de profit par rapport à un secteur d'activité donné, générant une concurrence déloyale et, par conséquent, déclenchant un mouvement de centralisation du capital qui, à son tour, comme nous l'avons vu, entraîne le processus connexe d'appauvrissement de la classe ouvrière. Toutefois, Oliveira mentionne que, sans ces fonds, le capital n'aurait pas la capacité de s'apprécier lui-même, en particulier dans les domaines des technologies de pointe.

Les fonds publics rendent également possible la démarchandisation d'une partie de la force de travail (figure 11.1). Cela se produit grâce à la fourniture de services sociaux par l'État. Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la santé, l'éducation, les frais de transport en commun, etc., ont cessé d'être un paramètre dans la formation de la valeur de la force de travail, vu que ces biens sont accessibles grâce à l'utilisation des fonds publics, ce qui n'est pas synonyme de leur élimination du panier de biens nécessaires à la reproduction de la force de travail. Ainsi, les investissements de fonds destinés au développement des forces productives (antivaleurs) et, surtout, à l'augmentation de la productivité du travail ont permis que le mélange de produits constituant les biens nécessaires à la reproduction de la force de travail dans ces pays soit composé de produits de luxe convertis en marchandises de masse et par des biens de base circulant dans la sphère d'investissement des fonds publics sous la forme de dépenses sociales. Dans ce contexte, la valeur de la main-d'œuvre a été élevée tout en étant subventionnée.

Les fonds publics opèrent de façon structurelle dans le mouvement de production et d'accumulation de capital. D'une part, ils le font de façon directe et particulière, en altérant les taux de profit et, d'autre part, de façon plus large, en augmentant le taux de la plus-value grâce à la réduction de la valeur de la force de travail.

En combinant les remarques de Marini et d'Oliveira, il apparaît que dans les pays en développement la valeur de la main-d'œuvre ne couvre pas les marchandises incluses dans le panier de biens nécessaires à la satisfaction des besoins historiques des travailleurs auxquels les forces

**FIGURE 11.1.**  
**De l'aide civile à l'aide étatique**



productives sont déjà en mesure de répondre. Si, dans les pays développés, en particulier dans ceux qui ont vécu sous un régime d'État-providence, la valeur de la force de travail est réduite par le processus de démarchandisation (subvention) réalisé par les fonds publics, sans préjudice pour le consommateur, dans les pays en développement, par contre, la main-d'œuvre est payée au-dessous de sa valeur en raison d'un déséquilibre dans la fonction de cet élément structurel.

Considérant la période historique de l'Assemblée constituante post-1988 au Brésil, nous remarquons que les fonds publics fonctionnent comme une antivaleur, même s'ils ont représenté une étape symbolique importante dans l'universalisation de certains droits, comme l'accès gratuit à l'éducation et à la santé.

On peut voir en action les fonds publics en tant que leviers d'accumulation du capital dans de nombreuses politiques de crédit mises en œuvre par la Banque nationale de développement social, telles que les

privatisations, les exonérations fiscales dans les litiges étatiques concernant les usines de production appartenant à des capitaux étrangers, sans parler de la liberté de circulation des capitaux et des rachats de dettes de sociétés ayant déclaré faillite. À leur tour, il est possible que les «biens hors marché» qui auraient dû être constitués par les fonds publics ne soient pas en nombre suffisant pour répondre aux demandes des travailleurs. L'éducation et la santé, par exemple, constituent des domaines d'intervention, dont bénéficie le secteur privé, qui, subventionnés par les fonds publics, font des biens hors marché un produit qui forme un élément du panier de biens de base des travailleurs spécialisés de l'AA.

Posé de cette façon, l'argument tend à démontrer que la force de travail au Brésil devrait être supérieure à celle des pays développés, puisqu'elle n'est pas subventionnée. Cependant, il convient de rappeler ici que deux mécanismes rendent possible une faible rémunération : l'existence d'une surpopulation relative consolidée et le secteur du crédit.

Le fait qu'une grande partie de la population fasse partie de la surpopulation stagnante, qui bénéficie à la fois de services d'éducation de base et de soins de santé, permet d'offrir certains éléments des paniers de biens du travailleur de l'AA à faible coût, comme c'est le cas des services de nettoyage, d'entretien, de garde d'enfants, etc. Le transfert de ces activités à des tiers permet d'allonger la journée de travail et, par conséquent, d'augmenter la plus-value absolue, en plus de réduire la pression sur les gouvernements pour respecter la qualité et l'universalité de ces services.

Les travailleurs de l'AA qui sont affectés aux secteurs dynamiques de l'économie ou à des secteurs connexes ont à leur disposition le crédit. Ainsi, la circulation des biens qui composent leur panier doit être financée au moyen des fonds publics (financement pour l'achat de biens immobiliers ou de véhicules) ou de prêts d'institutions financières privées du Brésil, où prévalent des taux d'intérêt parmi les plus élevés en raison de la spéculation, y compris dans la vente d'aliments à terme. La dépendance à l'égard du crédit oblige ces travailleurs à intensifier leur productivité, entraînant par conséquent une augmentation du taux de plus-value.

Sans faire de recherches plus exhaustives, nous pouvons considérer qu'au Brésil les fonds publics fonctionnent comme une antivaleur et, en ce qui concerne la création d'antimarchandises, que leur production est limitée à la prise en charge des populations pauvres, ces dernières facilitant la dévalorisation de la force de travail de l'AA, ce qui démontre la persistance de l'exploitation dans les deux cas. Dans le premier cas, celle-ci se manifeste indirectement, par le travail vivant d'un groupe de population qui intervient dans l'appréciation de la valeur à travers la dévalorisation de la force de travail (soit par une offre abondante, soit par la fourniture de services à coûts réduits comme la collecte de matériaux recyclés dans les

rues de la ville); dans le second cas, elle se manifeste directement, car la rémunération accordée est inférieure à la valeur réelle. Comme l'a déjà souligné Marini :

C'est pour cette raison que la marginalité dite «sociale» ne peut être traitée indépendamment du lien étroit qui existe dans les économies dépendantes avec la productivité du travail, laquelle est dérivée de la technologie importée, mais avec une plus grande exploitation des travailleurs que cette augmentation de productivité rend possible (Marini, 2000, p. 160-164; traduction libre).

Alertés par Marini, nous poursuivons cette démarche en décrivant et en réfléchissant aux expériences de travail de la «marginalité», en soulignant combien celle-ci est nécessaire au mode antagonique de contrôle du «métabolisme social» et à quel point les tentatives de modifier les conditions concrètes de survie passent par une nécessaire réglementation démocratique de l'utilisation des fonds publics. Dans cette optique, nous présentons deux cas en mettant en évidence leurs différences, de façon à faire de ce *corpus empirique* notre champ d'analyse.

### 3. LES ENTREPRISES POPULAIRES DE TRAVAIL

#### 3.1. L'expérience du Rio Grande do Sul : de la charité à la lutte pour les fonds publics

Le Mouvement des travailleurs sans emploi (MTD) réunit des travailleurs qui ont perdu leur emploi en raison de l'intensification de la restructuration de la production. Selon les données de l'Institut brésilien de géographie et de statistique, le taux de chômage atteignait 5,52%, dans la région en 1992, au moment de la naissance du MTD. Tout au long de cette décennie, le gouvernement de l'État a alloué des fonds publics au secteur privé en vue de stimuler l'industrialisation de la région et de créer des emplois. Cependant, malgré l'installation de plusieurs usines dans la région, le taux de chômage était de 7,2% en 2000, ce qui corrobore la croyance de Marx voulant que le développement des forces productives exige de moins en moins de travailleurs. Le témoignage d'un représentant syndical illustre le drame que les chiffres ne révèlent pas toujours : «*Le chômage a frappé fort ici. Et chaque jour, nous venons ici [au siège du syndicat] en nous demandant quoi faire. Et maintenant? [...] Et aujourd'hui? Aujourd'hui, mon collègue est aussi devenu chômeur.*»

Les chômeurs résidant dans les quartiers de la périphérie ont reçu le soutien de fidèles catholiques ayant modifié leur axe d'intervention : de formateurs politiques, ils sont passés aux services de bienfaisance, notamment par des dons de nourriture. La longue période de chômage, conjuguée avec les piètres conditions de logement, l'augmentation de la violence,

mais aussi les questionnements relatifs aux dons de nourriture, ont incité les travailleurs à former des groupes qui ont entrepris une série de revendications conjointement avec le gouvernement local en vue d'améliorer l'efficacité des politiques sociales. Après deux ans de manifestations de rue et d'occupation de bâtiments publics, la Loi sur les collectifs de travail a été adoptée en 2001. Cette loi a permis aux membres de la surpopulation consolidée d'anticiper la fin de leur dépendance à l'égard des dons, puisqu'ils avaient désormais la possibilité de travailler et de se qualifier.

Si, d'une part, le déblocage des fonds publics destinés à l'application de la Loi a permis à l'État de jouer un rôle de producteur de « biens hors marché » à l'aide d'une partie de la richesse collective qu'il avait accaparée, la faible valeur de la rémunération reçue par les travailleurs en échange de la prestation de leurs services, d'autre part, témoigne de la surexploitation de la main-d'œuvre dans le pays, effectuée au moyen de la précarisation des relations de travail, y compris dans la sphère publique.

La Loi a commencé à être appliquée avec la création de Fronts de travail d'urgence (FET). La première édition des FET a employé environ 500 membres du MTD pour une période de 6 mois, 8 heures par jour, à balayer les rues, nettoyer les ruisseaux, peindre les bancs des parcs, etc. En échange, les travailleurs recevaient une rémunération équivalant au salaire minimum (soit environ 115 \$ par mois).

Comme les activités de travail développées dans le cadre du projet ne se traduisaient pas par la possibilité d'accéder à un emploi stable, le retour à la dépendance caritative était prévisible. Cette perspective a incité les membres du MTD à réclamer une nouvelle façon de créer des emplois et de générer des revenus, en proposant la mise sur pied de collectifs de travail. Après plusieurs manifestations publiques, des crédits ont été débloqués pour la mise en place de groupes de travail offrant des produits d'artisanat, de boulangerie et de nettoyage, ainsi que des services de couture et de réparation de vêtements.

Cet appui à la création d'emplois et à la génération de revenus pour les groupes de travail prévoyait l'octroi d'une bourse, d'un panier de biens de base et d'une offre de formation. Comme il s'agissait d'entreprises de production, un accompagnement technique était offert pendant les douze mois suivant l'octroi de la bourse. Les groupes, formés de 6 à 12 personnes, ont opté pour l'autogestion : prise de décision collective, propriété collective des moyens de production et répartition équitable des revenus réalisés au cours de l'activité. Chacun des groupes a eu sa propre histoire, mais tous ont rencontré les mêmes difficultés et ont connu les mêmes résultats.

*Les difficultés :* les groupes ne possédaient pas les moyens de production nécessaires (en quantité suffisante et dans des conditions adéquates) pour les activités productives. Il leur manquait des machines à coudre, des fours, des mélangeurs de produits chimiques, etc. En outre, les groupes

ne disposaient pas d'un espace approprié pour effectuer la production ; ils ont alors plutôt produit dans leurs maisons. En général, les membres des entreprises ont convenu d'acheter leurs matières premières avec l'argent des bourses en croyant que, lorsque cet argent serait épuisé, les résultats de leurs activités leur permettraient d'investir dans leur entreprise et de rémunérer les travailleurs. Il faut noter que la décision d'utiliser les bourses comme fonds de roulement a été prise collectivement, uniquement en raison du fait que tous les travailleurs étaient bénéficiaires du programme d'aide sociale du gouvernement fédéral Faim zéro (Fome Zero).

*Les résultats :* au terme de douze mois, les groupes de travail n'avaient toujours pas atteint l'autonomie financière, principalement à cause du fait qu'il ne suffit pas de produire des biens, encore faut-il les mettre en circulation. Or le niveau de productivité de ces groupes n'était pas suffisant pour faire face à la concurrence des entreprises privées. Ils n'arrivaient pas à produire dans les limites de temps imposées par des critères de rentabilité. Bref, ces entreprises populaires n'étaient pas à l'abri de la loi de la concurrence.

Deux facteurs déterminent la condition de non-concurrence dans laquelle se trouvaient les entreprises populaires : 1) les moyens de production utilisés étaient désuets par rapport à l'organisation de la production de l'industrie moderne ; et 2) la qualité de la formation de la main-d'œuvre qui participait à ces entreprises ne lui permettait que d'intervenir dans la production de biens et de services à faible valeur ajoutée. Ainsi, tant que l'achat de matières de base et la rémunération de la main-d'œuvre étaient subventionnés par l'État – soit par l'application de la Loi sur les collectifs de travail, soit par le programme Faim zéro –, les entreprises pouvaient maintenir leurs activités, parce que les biens produits et vendus comportaient, cristallisée dans leur valeur d'échange, une partie de la valeur de la force de travail et de la valeur des matières de base, que ne reflétait pas le prix du produit en raison de la subvention. Ainsi, cette politique publique fonctionnait en tant que productrice, simultanément, d'« antivaleurs » et d'« antimarchandises ».

Toutefois, nous avons constaté qu'en dépit du travail effectué les activités de cette surpopulation consolidée ne pouvaient se maintenir qu'à condition d'être subventionnées par des fonds publics ou des programmes caritatifs et de responsabilité sociale des entreprises. Dans ce dernier cas, il ne faut pas oublier qu'en général les coûts de ces programmes sont soit abattus en impôts sur le revenu, réduisant ainsi le montant des fonds publics, soit transférés sur le prix des marchandises vendues. D'une façon ou d'une autre, c'est sur l'ensemble de la population que retombent les conséquences des décisions privées des entreprises. Dans le cas de la diminution des fonds publics, tous les citoyens sont directement affectés par la décroissance de la richesse sociale dont les allocations sont, en

principe, contrôlées par tous les citoyens. Le transfert de charges sur le prix du produit, à son tour, constitue un transfert direct du coût de ces activités au consommateur. Le coût du maintien de la vie des travailleurs pauvres de la surpopulation consolidée est donc retransmis au travailleur.

En résumé, nous considérons que cette étude de cas révèle que la recherche d'indépendance financière grâce au travail par les membres de la surpopulation stagnante passe par la lutte collective pour surmonter l'inévitable recours à des contributions de type caritatif en provenance de la société civile, même si cette lutte remet aussi en question la dépendance à l'égard des subventions étatiques.

Les travailleurs organisés dans le cadre du MTD, ainsi que les autres travailleurs brésiliens ayant un faible revenu, sont les bénéficiaires des programmes gouvernementaux comme celui des Bourses familiales (Bolsa Família), par exemple. Cependant, ces travailleurs se sont précisément organisés pour changer la réalité actuelle et ils souhaitent construire des formes de sociabilité qui élimineraient le recours à la dépendance envers le financement de l'État et les dons civils. En d'autres mots, ils aspirent à l'autonomie financière grâce à leur travail. Dans la vision des projets du MTD, il y a certes la création d'une société égalitaire; mais, en pratique, il est nécessaire pour ces travailleurs de compter sur ce dont ils cherchent à se débarrasser pour créer une telle société.

### 3.2. L'expérience du Paraná: la permanence des dons caritatifs devant l'absence de fonds publics

En ce qui concerne l'expérience du Paraná, l'intention n'était pas de construire une société plus égalitaire. Les participants cherchaient plutôt à modifier les conditions de survie concrètes de leurs familles, considérant ainsi les entreprises populaires comme une fin en soi et non comme un instrument potentiel de changement social important. Nous décrivons la réalité de ces travailleurs en faisant valoir qu'indépendamment du désir de la surpopulation stagnante de construire un « autre monde » ou tout simplement de survivre de façon plus autonome dans le monde actuel, le processus d'appauvrissement auquel sont soumis les pays comme le Brésil représente un obstacle à l'atteinte de ces deux objectifs.

L'histoire de l'Association des collecteurs de matières recyclables Nouveau Monde (AMN) débute en 2001, année jusqu'à laquelle les membres, selon leur témoignage, travaillaient individuellement et participaient chaque mois à une réunion de la paroisse locale, où un groupe de paroissiens distribuait des paniers d'aliments. La participation était principalement motivée par la nécessité de trouver à se nourrir. Lors de réunions tenues cette année-là, les paroissiens s'interrogèrent sur les limites de leurs interventions et conclurent que le projet de dons de nourriture, qui avait

existé pendant presque une décennie, n'avait pas donné lieu à des changements appréciables dans la vie des bénéficiaires. Quel autre type d'intervention pourrait mener à des améliorations concrètes dans la vie de la communauté locale? C'est ainsi qu'a pris naissance l'AMN.

Au cours de leurs discussions, les travailleurs se sont demandé comment faire non seulement pour mériter le don d'un panier, mais aussi pour travailler. Et ils ont découvert que la plupart d'entre eux étaient des collecteurs de matières recyclables. À partir de là, ils ont loué une maison, acheté des chariots et commencé à travailler (selon les propos d'une membre de l'AMN).

L'AMN est située dans un quartier périphérique de la ville de Curitiba, et son siège social occupe un terrain prêté par la Ville, dans le cadre d'un contrat. Il s'agit d'une réalisation récente, car au début le groupe occupait une maison sur un terrain situé derrière l'église. Le groupe de paroissiens paye le loyer de l'immeuble, les factures d'électricité, d'eau et de téléphone de l'Association. Ainsi, au lieu de donner des paniers de nourriture, les paroissiens donnent maintenant au groupe une partie des moyens de production nécessaires à leur travail.

L'AMN a construit récemment un bâtiment en briques, doté d'une cuisine, de toilettes et d'une salle de réunion. Les fonds utilisés pour cette construction ont été acquis grâce à la présentation du projet dans le cadre de l'appel d'offres d'une entreprise publique, projet qui a été mis sur pied avec le soutien de professionnels liés à des organisations à but non lucratif de la société civile. Sur le terrain, il y a également un hangar pour stocker les matériaux récupérés et de la place pour les deux presses et la balance de l'Association, acquises grâce à des dons. Le reste du terrain est occupé par les espaces nécessaires au tri individuel. Chaque membre de l'Association dispose en effet d'un espace couvert où il dépose le matériel récupéré et en effectue le tri. Au début, les collecteurs n'étaient pas propriétaires des chariots qu'ils utilisaient pour la collecte des matières recyclables, à quelques exceptions près. Ils louaient les véhicules auprès d'intermédiaires qui, à la fin de la journée, achetaient le matériel trié. Cette situation produisait une grande asymétrie de pouvoir entre eux, ce qui était déterminant dans la fixation du prix payé pour les marchandises. Devant cette situation, le groupe de paroissiens a décidé d'organiser l'achat de chariots, maintenant devenus propriété collective du groupe.

Le travail effectué par le collectif se résume à la collecte de matériaux dans les résidences ou les petites entreprises, le tri de ces matériaux selon les différentes catégories de matières, le pressage en vue de la formation des paquets, la pesée et la vente. La vente du produit permet aux collecteurs de bénéficier d'un revenu mensuel allant de 350 \$ à 500 \$. Selon l'une des membres de l'Association, la poursuite de ces activités collectives est rendue possible grâce au fait que les résultats financiers de ces activités

sont destinés, dans leur intégralité, à la rémunération des membres. Si ceux-ci devaient payer les frais mensuels d'eau, d'électricité et de téléphone, leurs revenus seraient hypothéqués. Les collecteurs semblent comprendre l'importance des dons, mais ne remettent pas en cause leur relation de dépendance à certains paroissiens qui agissent conformément à leur foi sans pour autant se sentir responsables de l'éradication des conditions de vie misérables des travailleurs, contrairement aux représentants des gouvernements de différentes instances.

Une solution visant à augmenter le revenu des travailleurs est en cours d'élaboration : la formation d'une coopérative de commercialisation. Cette coopérative, qui regroupe quatre autres associations, a pour objectif d'augmenter la quantité de paquets de matières recyclables produits. Cela permettrait de les vendre directement à l'industrie de transformation, en éliminant les intermédiaires avec qui les travailleurs négocient, ce qui doublerait leur revenu actuel.

Les entreprises qui forment la coopérative, à l'exclusion de l'AMN, n'ont pas de bailleurs de fonds. Pour améliorer leurs infrastructures actuelles, elles doivent donc réclamer aux autorités locales une répartition des fonds publics visant à répondre à leurs demandes. Ces travailleurs, de même que les membres du MTD, interviennent publiquement pour attirer l'attention de l'ensemble de la société sur la situation dans laquelle ils se trouvent. À titre d'exemple, un des groupes de collecteurs de la région métropolitaine de Curitiba est responsable du tri de 92% de l'ensemble des matières recyclables produites et collectées dans la ville. Ce groupe n'a que trois tables de triage, une échelle et une presse. Le local de travail de ces collecteurs n'est pas suffisamment grand pour la préparation des repas, et les toilettes sont sommaires. Le revenu tiré du travail varie entre un demi et un salaire minimum. En effet, comme la collecte sélective n'a pas été précédée par une campagne de sensibilisation dans la ville, les travailleurs passent une bonne partie de la journée à jeter de la matière organique mélangée avec la matière recyclable.

Au cours des derniers mois, ce groupe a organisé plusieurs actions publiques visant à réclamer un soutien accru de la part de la municipalité. Tous les groupes, à l'exception des employés de l'AMN, ont soutenu leurs interventions. Le manque de soutien ainsi que la faible proactivité des membres des l'AMN en ce qui concerne la revendication de leurs droits à l'échelle locale corroborent la déclaration d'une personne interrogée :

*Ils [membres de l'AMN] ont les vices des bigots, un vice de fond. Les groupes qui sont en mesure de s'organiser par eux-mêmes et de se passer des indemnités parrainées par les églises apprennent à se battre pour ce dont ils ont besoin. Ils frappent à la porte de la mairie, revendiquent une maison, une crèche, l'assainissement des eaux pour en finir avec les inondations. Mais il y des groupes qui n'en demandent pas plus que ce qu'ils reçoivent (technicienne d'une organisation de la société civile).*

En résumé, nous considérons que ce cas illustre que la poursuite de l'indépendance financière par le travail, quand celui-ci n'intègre pas les demandes d'utilisation de fonds publics, renforce la dépendance envers la société civile, dépendance qui exonère les autorités de la responsabilité d'élaborer des politiques publiques cohérentes visant à combattre le processus d'appauvrissement et qui libère des fonds publics alors destinés à des intérêts privés à des fins d'appréciation de la valeur, intensifiant ainsi le processus de paupérisation de la classe ouvrière.

## CONCLUSION

Le principal objectif de cet article était de mettre en lumière l'apparition d'un phénomène, en l'analysant au regard de la vie concrète et des débats théoriques déjà élaborés sur le sujet pour en saisir la nature profonde. La découverte de l'essence d'un phénomène débute par la volonté de comprendre comment s'agrègent concrètement les multiples déterminants qui le constituent. Le phénomène étudié témoigne d'un véritable paradoxe : le travail ne garantit souvent pas l'autonomie financière. Les donateurs, appartenant ou non à des groupes religieux, croient que les membres d'une surpopulation consolidée peuvent atteindre l'indépendance financière grâce à l'organisation de groupes de travail. Le travail représente en principe un moyen de surmonter la condition d'assisté social, mais dans les cas étudiés une telle indépendance n'a pas pu être atteinte. Les travailleurs font face à d'innombrables difficultés afin de gagner un revenu suffisant pour sortir de leur condition de pauvreté par le fruit de leur travail. En règle générale, on observe une légère augmentation du revenu pendant la période où l'activité productive et le financement par des fonds publics ou des institutions de la société civile se produisent simultanément. Le travail lui-même ne devient « rentable » qu'associé à un appui financier externe (machinerie ou subventions).

Le processus de production de l'AR et son processus d'appauvrissement sont considérés sous un angle historico-matérialiste du mode de production capitaliste, des éléments et des composantes nécessaires d'un même mouvement, soit l'appréciation de la valeur, qui sont liés directement et de façon concomitante au « développement et au sous-développement économiques » dans notre monde. Lorsque l'attention se déplace des indicateurs nationaux vers les manifestations de la vie concrète, force est de constater que l'appréciation de la valeur entraîne le travailleur libre dans un cycle d'appauvrissement.

L'un des constats est que les expériences de travail peuvent assurer à l'AR sa propre survie et contenir le processus de paupérisation à l'intérieur de certaines limites, puisque la logique de précarisation est nécessaire et inhérente à l'accumulation du capital. Bien que l'exploitation de la

main-d'œuvre soit associée aux pays en développement, la paupérisation de la classe ouvrière n'est pas limitée à leurs frontières nationales, comme on peut le voir actuellement aux États-Unis, en Grèce, au Portugal, en Espagne et en Irlande, autant de pays qui se situent dans la moyenne en matière de développement capitaliste. Il est à noter que dans ces pays la réduction de la surpopulation relative par des mesures xénophobes représente l'un des mécanismes à l'œuvre dans le cadre de l'intensification de l'exploitation. En général, la couche la plus pauvre des populations des pays développés se compose d'immigrants (ayant fui la pauvreté dans leur pays d'origine) qui, en période de croissance économique, entraînent par un double mouvement une réduction de la valeur de la force de travail et une augmentation subséquente de l'appréciation de la valeur. En temps de crise, la diminution du nombre d'immigrants devient nécessaire pour atténuer la concurrence entre les « vrais citoyens », permettant ainsi à ceux-ci d'occuper des postes de travail qu'ils rejetaient auparavant. Dans les pays en développement, cette couche est cependant constituée de citoyens. À défaut de pouvoir « les renvoyer chez eux », une mesure récurrente consiste à les traiter comme des criminels potentiels, comme on a souvent traité les pauvres depuis le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle.

Le problème de l'immigration va donc de pair avec la croissance économique, comme on peut le constater au Brésil, qui est devenu la destination des travailleurs pauvres en provenance de pays comme la Colombie, la Bolivie, le Paraguay et Haïti. Ce débat a été mis à l'ordre du jour chez des chercheurs brésiliens préoccupés par le processus d'appauvrissement dans les pays et par les mesures de confinement prises par ces derniers.

En bref, dans le contexte économique et politique contemporain et dans le cadre de l'analyse empirique effectuée, on peut considérer qu'il existe une relation entre la fonctionnalité de l'armée de réserve, en fait de production, d'accumulation et de centralisation du capital, notamment par rapport à son interférence sur le prix de vente de la force de travail (salaires), et le processus de développement de tensions relatives au présumé paradoxe.

L'impossibilité d'assurer la survie par l'intermédiaire d'interventions caritatives se traduit par la recherche de l'utilisation de fonds publics, à travers les politiques publiques de création d'emplois et de revenus. En général, comme on l'a mentionné, le revenu s'améliore légèrement et, dans de rares cas, les travailleurs accèdent à l'autonomie financière lorsqu'ils reçoivent un soutien financier qui les place au même niveau de compétitivité que les entreprises privées opérant dans un secteur donné. Il faut noter également que, lorsque des groupes de travailleurs pauvres deviennent des « chefs d'entreprise », ils entrent en concurrence avec d'autres capitalistes. De ce fait, ils ne surmontent pas la condition qui les a obligés un

jour à intégrer la surpopulation consolidée, mais seulement les conditions particulières de leur propre pauvreté. Ainsi, il semble que l'élément central de l'éradication de la pauvreté consiste à surmonter le processus d'appauvrissement et, en conséquence, le mouvement que celui-ci a lui-même créé. Les éléments de ce débat ne sont toujours pas compris de façon consciente par tous les participants aux expériences de travail des quartiers périphériques, en ce qui a trait à la coexistence nécessaire du travail et des dons en tant que paradoxe et non en tant que nécessité pour le maintien de l'appréciation de la valeur.

## RÉFÉRENCES

- BRANDÃO, C.R. (1981). *Pesquisa Participante*, São Paulo, Editora Brasiliense.
- FERRAZ, D.L.S. (2010). *Desemprego, ER, mercado formal-informal: discutindo categoria*, thèse de doctorat, Rio Grande do Sul, Université fédérale de Rio Grande do Sul, <<http://www.lume.ufrgs.br/handle/10183/22741>>, consulté le 9 octobre 2013.
- HELLER, L. (2010). *Mujeres emprendedoras en América Latina y el Caribe: realidades, obstáculos y desafíos*, Santiago de Chili, CEPAL, <<http://www.eclac.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/publicaciones/xml/4/38314/P38314.xml&xsl=/mujer/tpl/p9f.xsl&base=/tpl/top-bottom.xslt>>, consulté le 1<sup>er</sup> juin 2012.
- MARINI, R.M. (2000). *Dialética da dependência: uma antologia da obra de Ruy Mauro Marini*, Petrópolis et Buenos Aires, Vozes et Clacso.
- MARX, K. (1996). *O Capital: Crítica da Economia Política*, São Paulo, Nova Cultura.
- MUELLER, R.R. et D.L.S. FERRAZ (2012). «Crescimento econômico, progresso técnico e desigualdade social sob a perspectiva de Marini e Oliveira», dans L.S. Neves (dir.), *Desenvolvimento e dependência: atualidade do pensamento de Ruy Mauro Marini*, Curitiba, Editora CRV, p. 87-110.
- OLIVEIRA, F. de (1998). *Os Direitos do antivalor: a economia política da hegemonia imperfeita*, Petrópolis, Vozes.
- PIRES, A.P. (2010). «Amostragem e pesquisa qualitativa: ensaio teórico e metodológico», dans Poupard, J. (dir.), *A pesquisa qualitativa*, São Paulo, Vozes, p. 154-211.
- TRAGTENBERG, M. (2010). *O Capitalismo no Século XX*, São Paulo, Editora UNESP.
- WEBER, M. (2004). *A ética protestante e o «espírito» do capitalismo*, São Paulo, Companhia das Letras.